

Conférence de presse du réseau de solidarité avec les roms

Toutes les familles installées dans ce bâtiment sont celles qui ont été expulsées le 1^{er} avril de l'immeuble qu'elles occupaient au 167 rue Antoine Durafour. Expulsées sans solution c'est-à-dire mises à la rue : 50 personnes dont 21 enfants.

Le soir du même jour le réseau de solidarité, devant l'abandon de ces familles tant par l'état que par la mairie et le conseil général, décidait de les mettre à l'abri dans ce bâtiment correct de Terrenoire, la « Villa Janon », ancienne maison de retraite, vide depuis 2 ans et appartenant à St Etienne Métropole.

Il illustre les multiples solutions qui peuvent être dégagées sur l'agglomération stéphanoise pour ces familles citoyennes de l'union européenne.

Leur parcours est un exemple de la façon dont sont traités ces roms roumains, la façon dont ils sont abandonnés, dont les obstacles sont mis pour leur interdire l'accès aux droits fondamentaux.

Il y a 5 mois, ces familles vivaient, faute de mieux, dans le squat de la rue des armuriers. Nous avons demandé à l'époque qu'une solution soit dégagée pour les loger dans des conditions décentes. Nous avons rencontré le préfet, nous nous étions adressé à la mairie de St Etienne, au conseil général. Personne n'avait voulu étudier une solution. Une fois le squat de la rue des armuriers fermé, le préfet nous avait dit qu'il était d'accord pour initier une rencontre entre le réseau, les collectivités locales et l'état pour discuter de solutions d'hébergement décentes et durables. Nous n'avons eu depuis aucune nouvelle. Dernièrement le directeur de cabinet du préfet, relancé sur cette question nous a simplement dit qu'il réinterrogerait le préfet mais, qu'en tout état de cause, la préfecture ne souhaite pas s'engager sur cette question dans une cogestion avec les associations.

Le résultat de cette volonté de ne rien faire c'est l'aggravation des problèmes. Les familles de la rue des armuriers se sont dispersées là où elles ont pu, certaines dans un immeuble vide de la rue Antoine Durafour. Elles ont squatté des immeubles vides et pourris dans les pires conditions. Et le film recommence avec l'expulsion sans solution de ces familles et les menaces qui pèsent sur celles occupant les immeubles de la rue Desjoyaux, et de la rue Preynat, au total environ 200 personnes. L'électricité a été coupée depuis 3 semaines par ERDF à Desjoyaux.

Tous les droits fondamentaux sont foulés aux pieds pour ces familles. Le travail des associations est détruit en grande partie, la scolarité des enfants remise en cause.

Ainsi les enfants des familles mises à l'abri dans ce bâtiment « Villa Janon » ont été déscolarisés pendant 3 semaines. Ils vont reprendre le chemin de l'école maternelle et primaire seulement cet après midi.

Il faut sortir de cette situation, sortir des squats, discuter en partenariat de solutions décentes et durables. La villa Janon est un exemple de ce qui est possible.

Ne pas décider d'apporter des solutions décentes c'est accepter une exception aux droits de l'homme (au non de quoi?) et c'est aggraver, envenimer, les choses.

Examinons les principaux arguments officiellement mis en avant tant par la préfecture que par la ville de St Etienne et le Conseil Général qui ont , sur ce domaine, la même position :

– L'appel d'air c'est à dire la peur de l'invasion. Si nous les accueillons correctement ils vont tous venir donc plus on leur créera une situation impossible plus on dissuadera leur arrivée. C'est non seulement inhumain (où s'arrête la maltraitance) mais également faux. Aujourd'hui on les oblige à vivre dans des conditions intolérables pour la dignité humaine et ils viennent quand même. Tout simplement parce que les raisons qui les poussent à se déraciner ne sont pas les conditions d'accueil mais la misère et les discriminations en Roumanie.

– Ce n'est pas de notre ressort, c'est celui de l'Etat et de l'Europe. Bien sûr qu'il faut agir à tous les niveaux, au niveau national et européen. Par exemple pour obtenir la liberté d'accès au travail, ce qui dépend du gouvernement. Par exemple l'Europe doit agir en Roumanie pour aider à faire reculer les discriminations et la misère. Mais la question de l'accueil ici est de la responsabilité des collectivités locales et de la préfecture. L'Europe a instauré des aides financières pour des projets dans ce domaine. La mairie comme le conseil général peuvent les solliciter. Il est trop facile pour essayer de justifier l'inaction, de reporter la responsabilité sur les autres. Cette pratique qui est d'ailleurs assez souvent utilisée pour d'autres questions. Elle met dans une situation d'impuissance. C'est souvent le but recherché : c'est malheureux mais ça nous dépasse etc... De fait la mairie comme les autres collectivités locales et la préfecture n'ont rien fait, hormis les expulsions à répétition et les tracasseries et pratiques policières très souvent illégales. Pour commencer à apporter des solutions il faut agir ici et ça donnera une légitimité extrêmement forte pour interpeller le gouvernement et l'Europe.

En réalité l'inaction et l'abandon de ces familles comme des autres migrants s'expliquent par des considérations politiques. Le gouvernement soigne l'électorat d'extrême droite et les sentiments racistes. Et malheureusement la mairie comme d'autres collectivités n'ont pas eu, jusqu'à présent, le courage politique d'affronter ce racisme.

Mais c'est en ne réglant pas les problèmes qu'on les favorise et les légitime.

Dans ces conditions nous prenons nos responsabilités en fonction de nos conceptions sur les droits de l'homme, la dignité humaine et de l'idée que nous nous faisons d'une société humaine et solidaire.

Le 1^{er} avril dernier, nous avons donc mis à l'abri dans de bonne condition ces familles: Il semble maintenant qu'un projet existe pour ce bâtiment. Nous n'avons pas l'intention de le bloquer. Nous demandons tout simplement au maire qu'il propose une solution pour ces familles. Tant qu'il n'y aura pas d'alternative proposée, les familles resteront ici.

Pour les autres lieux squattés (rue Desjoyaux et rue Preynat) nous demandons également des solutions décentes.

Par courrier du 12 avril, nous avons demandé une entrevue au maire. Celui-ci vient de nous répondre le 27 avril en chargeant un de ses adjoints de nous rencontrer. Nous attendons donc ce rendez-vous.

Au préfet nous demandons qu'il tienne parole en prenant l'initiative d'organiser une rencontre avec les collectivités locale, la préfecture et le réseau de solidarité.

Enfin, l'an passée, nous avons proposé à la Région Rhône Alpes, lors d'une rencontre avec des conseillers régionaux travaillant avec Marie Odile Novelli, la création d'un fonds permettant de contribuer au financement de projets de collectivités locales visant à éradiquer les bidonvilles et squats sur les grandes agglomérations en particulier celles de St Etienne, Lyon et Grenoble.

St Etienne le 29/04/2010